


“JE SUIS PRÊT À RENCONTRER les ministres en face à face”

 Benjamin Maréchal et son émission *C'est vous qui le dites !* sont une fois de plus au cœur d'une polémique

► Il n'aura pas fallu cinq jours en 2018 pour que *C'est vous qui le dites !* et son animateur soient au cœur d'une nouvelle polémique qui a enflammé Internet et les réseaux sociaux.

Après la question “Rouler à 60-70 km/h à proximité d'une troupe de scouts, est-ce que c'est toujours un risque ou pas forcément ?” qui a valu à Benjamin

Maréchal d'être pris à partie par certains de ses collègues de la RTBF en novembre dernier, c'est un sujet sur le viol qui a mis le feu aux poudres vendredi matin.

Parmi les questions soumises aux auditeurs de VivaCité, il y en avait une basée sur une déclaration faite par l'ex-actrice porno Brigitte Lahaie : “On peut jouir lors d'un viol, je vous signale. Brigitte Lahaie l'a dit hier sur BFMTV. Vous lui répondez quoi ?” Vendredi soir, Benjamin Maréchal se demandait encore comment celle-ci a pu soulever un tel tollé.

“Tout est parti d'un post sur Facebook dans lequel quelqu'un m'a attribué la phrase en question, nous a expliqué l'animateur. Je suis triste pour les femmes violées qui ont témoigné dans l'émission en expliquant la réalité des choses et en condamnant les mots de Brigitte Lahaie. Les gens ont pris la plus grande distance avec ce qu'elle a dit, mais au final, le résultat est que leur parole et leur message sont salis par la polémique anti-Maréchal. Je veux bien qu'on me reproche tous les maux du monde et qu'on n'aime pas mon style, mais quand tu te retrouves un vendredi soir accusé d'avoir laissé dire que les

enfants violés prenaient du plaisir, tu te demandes quand tes détracteurs écouteront vraiment ce qui est dit à l'antenne. Et non, je n'ai pas demandé pas à des femmes si elles prenaient du plaisir en étant violées. Sous-entendre ça ou l'écrire, ça ne correspond pas à la réalité.”

Parmi les réactions indignées, on notait vendredi celles de deux ministres, tous deux socialistes. Jean-Claude Marcourt, en charge des Médias, qui, dans un tweet, a jugé “intolérable d'aborder un sujet aussi sensible et grave de cette manière” et jugé que ce n'était “pas acceptable pour un média de service public.” Et Isabelle Simonis, en charge des Droits des femmes en Fédération Wallonie-Bruxelles, pour qui “il est totalement inopportun et éthiquement honteux, particulièrement pour un média de service public, de mettre en débat les conséquences dévastatrices de cet acte (le viol, Ndlr) pour les victimes en y associant la notion de plaisir.”

Contactée, la ministre, tout en reconnaissant n'avoir entendu qu'une partie de l'émission et surtout avoir réagi à la thématique de celle-ci, a déploré que “cette question soit mise en débat sans contextualisation et sans nuances. En matière de valeur, d'éthique, le service public doit être un endroit où, peut-être plus qu'ailleurs, il faut mettre les débats en perspective avec des témoignages, des experts, etc.” Elle s'est dite régulièrement choquée par l'émission de Benjamin Maréchal, mais avoue

ne l'écouter que rarement.

LE GROUPE CDH de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est aussi fendu d'un communiqué sur la question. Pour le parti, “Benjamin Maréchal poursuit son parcours dans le non-respect de la personne humaine et de l'indignité [...] La RTBF ne mérite pas cette ignominie.” Contacté, Gaëtan Dumoulin, le porte-parole du groupe, a pointé les dérives. “Débattre d'une citation ou d'un fait de société n'est en soi pas un problème, dit-il. Mais ici, il y a un problème de fond et de forme. Faut-il reprendre la question de Brigitte Lahaie qui n'est pas heureuse et y a-t-il lieu de débattre de cette citation ? Et puis, il y a la forme qui est polémiste, voire un peu populist. Quand on lit le contrat de gestion qui formule les missions de la RTBF, cette émission n'y a clairement pas sa place.”

Interpellée par les ministres, la RTBF a réagi. Manifestement un peu embarrassée puisqu'il aura fallu attendre le début de la soirée pour recevoir son communiqué. “Sensible aux multiples réactions suscitées par le débat de ce vendredi et soucieuse d'éviter de telles situations dans le futur, peut-on y lire, la RTBF prend dès à présent toutes les mesures utiles pour s'assurer qu'à l'avenir l'énoncé des sujets de l'émission ne puisse plus donner lieu à des interprétations et malentendus.”

Quant à Benjamin Maréchal, il n'a pas peur d'une confrontation avec ses détracteurs. “Je suis prêt à rencontrer les ministres Marcourt et Simonis. Je voudrais qu'on se parle en face à face et pas sur base d'impressions ou d'articles qui ne correspondent pas à la réalité.”

Charles Van Dievort